

# LA LETTRE

DE LA

## COOPERATION DECENTRALISEE



Octobre 2008

# SOMMAIRE

Editorial .....	3
Afrique .....	5
Amérique latine et Caraïbes .....	10
Amérique du Nord .....	13
Méditerranée .....	14
Tourisme responsable .....	18
Cités et Gouvernements Locaux Unis .....	19
Réflexions .....	20
Actualités .....	22
Agenda .....	24
Publications .....	29

Après les élections municipales et cantonales, l'équipe de Cités Unies France s'efforce de mettre à jour l'ensemble de la base de données et des différentes listes de diffusion, au fur et à mesure que les collectivités communiquent les noms et coordonnées des nouvelles équipes – élus, personnels et parfois comités de jumelage. Nous vous prions de vérifier la réception effective de nos informations aux personnes concernées, de nous signaler toute erreur ou omission... et vous remercions par avance pour votre coopération et votre indulgence.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Thi Tho Plattier

Courriel : [t.plattier@cites-unies-france.org](mailto:t.plattier@cites-unies-france.org)

LE NOUVEAU SITE WEB DE CITÉS UNIES FRANCE  
EST EN LIGNE DEPUIS LE 25 FÉVRIER 2008 !

N'HÉSITEZ PAS À LE VISITER :

[www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org)

## Wall Street, Gouvernance et Coopération décentralisée

Wall Street - la Rue du Mur - est tombée...  
La gouvernance est à l'épreuve.

Une des fonctions fondamentales de la puissance publique, celle de pouvoir lever des impôts, se voit projetée au premier plan, de façon spectaculaire. Des ajustements structurels sont mis en œuvre à un rythme surprenant.

En avoir la capacité... Et si s'est ça, la gouvernance : avoir le pouvoir, après avoir vu et/ou laissé se créer des situations inacceptables, de les corriger.

Gouvernance, la capacité de corriger. De faire face à des crises, énergétique, alimentaire, financière, ... Le rôle des Etats, des collectivités nationales, se voit affirmé, lourdement, le besoin de l'Europe aussi.

La gouvernance locale, le rôle des collectivités territoriales, au Nord et au Sud, a sa place essentielle elle aussi. La capacité locale de faire face, grâce à un budget adéquat, grâce à un tissu d'activités à valeur ajoutée, est un chaînon indispensable.

Les collectivités locales des pays en développement réalisent des progrès remarquables. Cette capitale africaine qui a multiplié ses recettes fiscales par dix en deux mandats, l'autre qui les double presque en trois ans. Loin d'être antinomique, une fiscalité renforcée dans ces situations rime avec climat d'entreprendre assaini et clarifié.

Les collectivités territoriales françaises travaillent étroitement avec ces collectivités pour renforcer leur capacité de maîtrise. La charte européenne pour l'appui à la gouvernance locale, initiative de la présidence française de l'Union, qui sera présentée aux Journées Européennes de Développement, en novembre, à

Strasbourg, en donne toute sa mesure.

La coopération décentralisée renforce les capacités locales des partenaires étrangers, tout en confortant les dynamiques sur les territoires français. Redonner une capacité minimum de reconstruction à cette ville haïtienne meurtrie par des cyclones en série, valoriser le savoir-faire français en transport urbain et régional à Varsovie, initier des coopérations techniques et économiques avec des collectivités argentines qui relèvent la tête, appuyer les collectivités locales ivoiriennes souhaitant relancer le développement local et participer à l'œuvre de reconstruction de l'unité nationale.

Cette coopération bénéficie d'un cadre législatif sécurisé. Pourtant, nous n'échappons pas à l'émergence d'interrogations quant à son interprétation. C'est dans ce contexte que Cités Unies France a décidé de renforcer son Pôle Appui-conseil pour les collectivités territoriales sur les questions d'ordre juridique.

Cette coopération est menée en bonne intelligence avec l'Etat et bénéficie d'un soutien financier par le budget de la nation. Des sommes modestes, mais qui sont indispensables pour poursuivre cette forme unique de rayonnement français sur la planète. Or le cofinancement par l'Etat semble pouvoir être remis en cause dans le budget 2009.

Souhaitons qu'avec le soutien des parlementaires, la capacité de l'Etat à aider la coopération décentralisée, soit au moins préservée. Rarement des moyens budgétaires auront un effet multiplicateur aussi fort.

*Le courrier, adressé par Charles Josselin, président de Cités Unies France, aux parlementaires, en vue d'obtenir leur soutien pour la ligne 'appui à la coopération décentralisée' dans le budget national 2009 :*

Monsieur le Rapporteur,

Permettez moi d'attirer votre attention sur la place, maintenant incontournable, prise par la coopération décentralisée dans la politique de coopération française dans les pays en développement.

Engagée par quelques pionniers bien avant les lois de décentralisation, la montée en puissance de l'implication des collectivités locales françaises en Afrique, mais aussi en Amérique latine, en Méditerranée et en Asie, se confirme.

Qu'il s'agisse du nombre de liens de coopération – près de 3000 hors Europe – du nombre de pays concernés – plus de 80 – et des sommes engagées – environ 230 Millions (selon l'évaluation faite par les instances des Affaires étrangères et européennes) sa traduction chiffrée est aujourd'hui considérable.

Les thématiques se sont enrichies : à côté des secteurs traditionnels que sont les aides à l'agriculture, à la santé, à l'éducation ou aux infrastructures, désormais, les collectivités françaises s'investissent dans l'appui à l'urbanisme, à l'environnement, l'inclusion sociale et plus généralement dans l'appui au processus de décentralisation.

Ces actions, regroupées sous le terme d'« appui institutionnel », manifestent de plus en plus la spécificité et l'importance de la coopération décentralisée au regard des coopérations bilatérales et du travail des ONG.

La loi Thiollière du 2 février 2007, adoptée à l'unanimité par le parlement, en

consolidant la loi de février 1992, sécurise les collectivités françaises dans leurs actions internationales, notamment sur le plan financier. Pour autant, le financement d'actions à l'étranger n'est pas leur vocation première.

Il est donc apparu aux différents gouvernements, depuis les années 80, qu'il fallait accompagner les actions des collectivités françaises dès lors qu'elles s'inscrivaient dans les priorités de la Politique Etrangère et de coopération. Cette décision, jamais remise en cause, dans ses principes, atteste la prise en compte par notre diplomatie, de l'intérêt qu'il y a à aider cette forme de « diplomatie des peuples » utile au rayonnement de la France.

Elle consacre, de plus, l'importance du développement territorial et local pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Or, les crédits correspondants ont subi un net recul lors de la loi de finances 2008. Il apparaît donc hautement souhaitable que les lignes budgétaires concernant la coopération décentralisée soient non seulement maintenues mais augmentées en 2009, sinon le soutien annuel du ministère des Affaires étrangères et européennes à l'engagement international des collectivités locales françaises risque d'être remis en cause.

Président de Cités Unies France, association fédérant les collectivités locales engagées dans la coopération internationale, je suis, bien entendu, à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie de croire, Monsieur le Rapporteur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

**Charles Josselin**  
**Président de Cités Unies France**

## ACTUALITÉS BURKINA FASO

### Sitho 2008 - L'Afrique dévoile ses merveilles touristiques

La Ve édition du Salon international du tourisme et de l'hôtellerie de Ouagadougou, a ouvert ses portes, le 25 septembre 2008. Le SITHO 2008 a choisi le thème «Tourisme et développement rural» en considérant que les expressions culturelles et artistiques constituent un atout pour le tourisme.

Cadre d'échange et de promotion des produits et services touristiques, le SITHO, permet aujourd'hui d'ouvrir les portes de l'Afrique de l'Ouest au monde entier. Il cherche à rappeler l'interdépendance entre tourisme, culture et nature. Les curiosités de la nature, la beauté des paysages et l'hospitalité légendaire des populations locales ont contribué à renforcer l'image du Burkina Faso comme l'une des destinations les plus authentiques d'Afrique. L'enjeu majeur est désormais la transformation des potentialités en produits touristiques accessibles au marché international et bénéfique au monde rural qui a besoin d'un bon levier de développement, d'une économie de proximité.

Comment promouvoir le tourisme en tenant compte de la préservation de la nature et en faisant profiter les communautés locales dans un pays où le milieu rural abrite plus de 80 % des aires protégées ? (...)

Le ministère justifie la création d'un office national des aires protégées en 2007 aux côtés de l'Office national du tourisme burkinabè pour une exploitation optimale de l'espace. Le SITHO apparaît aujourd'hui comme un outil d'intégration régionale et une grande opportunité pour soutenir la croissance économique durable des pays sahéliens et d'Afrique, en général. Les ministres en charge du Tourisme du Niger, et du Mali Ndey Ba dont les pays sont les invités d'honneur de cette édition, attendent vivement l'harmonisation des textes dans l'espace UEMOA, en la matière.

Pauline Yameogo, dans Sidwaya (Ouagadougou), septembre 2008, allafrica.com

### Le projet Washcost pour booster le secteur

Le ministre burkinabé en charge de l'Agriculture, Laurent Sédégo a lancé officiellement, lundi 22 septembre 2008 à Ouagadougou, un projet dénommé «Washcost» dont l'objectif est l'amélioration de la gouvernance dans le secteur de l'eau.

« Améliorer la gouvernance de l'eau à travers une quantification des coûts des services durables d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement dans les zones rurales et semi-urbaines du Burkina ». C'est l'objectif que poursuit le « projet Washcost », lancé officiellement ce lundi 22 septembre 2008 à Ouagadougou, par le ministre de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, Laurent Sédégo. Le projet, d'un coût global de 869 300, soit un

peu plus d'un demi-milliard de francs CFA est une proposition conjointe du Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement à faible coût (CREPA) et du Centre international de l'eau et l'assainissement (IRC) basé à Delft en Hollande. Il est financé par les partenaires techniques et financiers de l'IRC.

Lassané Yameogo, dans Sidwaya (Ouagadougou), Septembre 2008, [allafrica.com](http://allafrica.com)

## CÔTE D'IVOIRE

### Première rencontre Europe-Afrique des collectivités

**Du 25 au 27 novembre 2008 se tiendra à Abidjan la Première Rencontre Europe-Afrique des collectivités territoriales sur le thème : « Paix, gouvernance locale et démocratie ».**

Cet événement, à l'initiative des deux associations faitières de collectivités locales ivoiriennes, l'Union des Villes et des Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI) et l'Association des Districts et des Départements de Côte d'Ivoire (ADDCI), entend mobiliser tant les collectivités locales africaines qu'euro péennes **pour partager leur vision respective de la gouvernance locale et de la gestion des crises et faire vivre la diplomatie des villes à un moment charnière de leur histoire.**

M. François-Albert Amichia, Maire de Treichville et président de l'UVICOCI, s'est déplacé spécialement à Cités Unies France, le 22 septembre afin d'adresser un appel aux collectivités françaises. Partenaire de l'événement, l'Association internationale des Maires Francophones (AIMF), représentée par M. William Ancion, ancien Ministre, mobilisera plus largement les collectivités francophones.

M. Amichia a adressé un message politique fort aux élu(e)s français(-es), auquel(-le)s il a rappelé la situation délicate qu'ont à affronter les collectivités ivoiriennes, alors qu'elles n'ont pas été associées par le gouvernement aux négociations concernant la sortie de crise, mais qu'elles en assument les conséquences. Plus largement, le président de l'UVICOCI a invité la partie française à s'engager à nouveau en Côte d'Ivoire.

Le compte-rendu de la réunion du 22 septembre 2008, le programme de la Rencontre, le bulletin d'inscription et les modalités pratiques d'inscription figurent sur notre site : [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org).

## ACTUALITÉS CÔTÉ D'IVOIRE

### Elections présidentielles Côte d'Ivoire

Le Président Laurent Gbagbo a évoqué un possible report de l'élection présidentielle ivoirienne du 30 novembre 2008 au 15 décembre 2008. La mise en oeuvre des dispositions de l'accord de paix de Ouagadougou de 2007 et les préparatifs du scrutin ont pris un retard considérable.

Le processus d'identification des électeurs n'a été lancé que le mois dernier. Pour le moment, à peine plus de 30.000 Ivoiriens ont été enregistrés sur un électorat total estimé à neuf millions de personnes.

Le processus d'identification est l'un des volets de l'accord de paix de Ouagadougou entre Laurent Gbagbo et l'ex-rébellion des Forces nouvelles (FN). Il prévoit aussi la réunification du pays, dont la moitié nord est toujours sous contrôle des FN, et la tenue d'une élection présidentielle.

(Sources : Reuters et [www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com))

Contacts à Cités Unies France :

Guylaine Traore, [g.traore@cites-unies-france.org](mailto:g.traore@cites-unies-france.org)

Constance Koukoui, [c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org)

Astrid Frey, [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

Tél. : 01 53 41 81 81 - Fax 01 53 41 81 41

## ACTUALITÉS SÉNÉGAL

Le ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Coopération Décentralisée, en partenariat avec le ministère français des Affaires étrangères et européennes (MAEE), organise un **Atelier de réflexion sur l'Approche Territoriale du Développement, les politiques de cohésion des régions en Afrique de l'Ouest et l'Action Internationale des collectivités territoriales.**

Cet Atelier, organisé conjointement avec l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Institut Africain pour la Gouvernance (IAG), aura lieu à Dakar **du 20 au 21 octobre 2008**, à l'**Hôtel Ngor Diarama.**

Le contexte de cet Atelier s'inscrit dans la dynamique enclenchée depuis les Assises Internationales de Marseille (mars 2007) et de Tanger (mai 2008) au cours desquelles, la Direction Générale des Régions (DG REGIO) de l'Union européenne et l'UEMOA ont entrepris un dialogue en vue d'une collaboration visant à la mise en œuvre d'une politique de cohésion en Afrique de l'Ouest, pour laquelle les régions devraient jouer un rôle prépondérant.

Contact : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Coopération Décentralisée  
Building Administratif 6<sup>ème</sup> étage aile droite – Tél : (00221)33 849 72 71 – Fax : (00221)  
33 823 66 73 BP. 36008 Dakar

## **Deuxième festival panafricain du film - Pour faire écran aux violences faites aux femmes**

La deuxième édition du Festival panafricain du film de Dakar prévue à partir du 26 novembre prochain sera consacrée à la lutte contre les violences à l'égard des femmes.

Pendant une semaine, le festival devra « sensibiliser, à l'aide des films, le public - les hommes, les femmes, les jeunes - et les décideurs sur les violences faites aux femmes, afin de susciter leur engagement à agir pour les éliminer en Afrique ». Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), en partenariat avec le gouvernement du Sénégal, les partenaires au développement, les ONG et la société civile organise ce festival à l'occasion de la 'Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes' célébrée le 25 novembre à travers le monde.

Le festival offre ainsi aux réalisateurs une opportunité exceptionnelle de faire connaître leurs films sur ce phénomène et les meilleurs films seront récompensés par des prix en espèces assortis d'un trophée. Le classement sera établi par un jury qui appréciera leur capacité à promouvoir l'engagement du public et des décideurs à éliminer le phénomène et à mettre fin à la stigmatisation à l'endroit des victimes. Les films sélectionnés seront ensuite projetés dans les quartiers populaires de Dakar et plus tard dans les régions du Sénégal.

La première édition du festival panafricain de Dakar a eu lieu du 23 au 26 novembre 2006. Elle a enregistré la participation 84 films de 18 pays.

Wal Fadjri (Dakar), septembre 2008, [allafrica.com](http://allafrica.com)

## CRISE ALIMENTAIRE

A l'occasion de la Journée mondiale de l'Alimentation, le Comité Français pour la Solidarité Internationale, la revue Alternatives Economiques et Cités Unies France organisent une journée d'échanges intitulée : « Développement de la faim : l'Afrique peut-elle se nourrir elle-même et comment ? », jeudi 16 octobre 2008, de 9h30 à 17h30, à Paris (Mairie du 18ème arrondissement, Salle des Mariages, Place Jules Joffrin, métro Jules Joffrin)

Inscription préalable obligatoire :

Site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article567>

Pour plus d'informations : Constance Koukoui, chargée de mission

Courriel : [c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org)

## ACTUALITÉS NICARAGUA

### Elections municipales

Les élections municipales auront lieu le 9 novembre de cette année au Nicaragua. Tout le processus électoral est organisé par le Conseil Suprême Electoral (CSE) dont les magistrats sont membres des deux partis du « pacte » : le Front Sandiniste (FSLN) et le parti Liberal (PLC).

La partialité du CSE remet en cause les fondements démocratiques des élections :

- il a retiré la personnalité juridique de deux partis d'opposition, empêchant leur participation aux élections,
- il laisse le gouvernement utiliser des fonds de l'état pour appuyer la campagne des candidats du FSLN
- le CSE a décidé, pour ces élections, de ne donner aucune accréditation pour l'observation externe des élections (normalement des observateurs nationaux et internationaux externes participent à toutes les élections pour éviter la fraude)... Le seul organisme qui pourra intervenir en tant qu'observateur des élections est un organisme latino américain qui réunit les conseils électoraux de différents pays.

Des signes de fermeture des espaces démocratiques et une tendance à la concentration du pouvoir dans les mains d'un seul parti sont autant d'indices d'une dégradation de la situation au Nicaragua.

(Sources : journaux nicaraguayens, Prensa el nuevo diario)

## ACTUALITÉS BOLIVIE

Le projet d'une nouvelle constitution est à l'origine du conflit entre le président et les gouverneurs régionaux. Le Président bolivien Evo Morales a affirmé que l'autonomie régionale de son pays ne pouvait se construire sans une nouvelle Constitution.

Les gouverneurs des départements de Santa Cruz (est), Tarija (sud), Chuquisaca (sud-ouest), Beni (nord) et Pando refusent un projet de Constitution gouvernemental qu'ils jugent trop étatiste et indigéniste. Le projet comprend une réforme agraire qui réduirait la taille des exploitations agricoles, et une nouvelle répartition des recettes provenant des taxes sur les hydrocarbures.

Le dialogue est ouvert avec l'opposition, deux points ont été traités le 29 septembre 2008 :

- la compatibilité de la constitution actuelle ;
- la répartition territoriale des recettes du pétrole.

L'accord de paix signé le 16 septembre par Evo Morales et l'un de ses opposants, Mario Cossio, Gouverneur du Département de Tarija et porte-parole de tous les départements de l'opposition, semble aujourd'hui remis en question.

## HAÏTI

Président du groupe-pays : M. Christian Dupuy, maire de Suresnes

### Appel à la solidarité – catastrophes naturelles

Une fois encore Haïti, nation la plus pauvre des Amériques, a été touchée par de violentes intempéries. Les trois ouragans successifs Gustav, Hanna et Ike y ont fait plus de 600 victimes. Plus de 80 000 personnes ont été recueillies dans des abris provisoires.

Face à ce drame, Cités Unies France exprime sa vive émotion et tient à manifester sa solidarité en organisant un dispositif de solidarité. Pour les collectivités qui désireraient aider les collectivités locales haïtiennes à revenir à la normale, Cités Unies France lance un appel d'urgence et a ouvert un compte spécial :

Association Cités Unies France - Solidarité Haïti

Banque Crédit Mutuel - agence CCM Paris 8 Europe

Code banque 10278	Guichet 04101	N° de compte 00029714345	clé 13
-------------------	---------------	--------------------------	--------

Pour plus d'informations, Félicia Medina, chargée de mission

Courriel : [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)

## CUBA

Après le passage des ouragans Gustav, Ike et Hanna, les associations France-Cuba et Cuba Coopération France unissent leurs efforts pour soutenir Cuba dans sa reconstruction.

France Cuba et Cuba Coopération France vous appellent à verser vos dons à l'ordre de « Solidarité Cyclon Gustav » :

France Cuba – 71 rue Henri Barbusse – 92230 Gennevilliers

Cuba Coopération France – 56 rue Jean Le Galleu – 94200 Ivry sur Seine

## AMÉRIQUE DU SUD, AMÉRIQUE CENTRALE, MEXIQUE ET CUBA

### Réorganisation des groupe-pays du pôle Amérique Latine

Le groupe-pays Amérique Latine a été restructuré. Il fonctionnait, jusqu'aux élections municipales de 2008, comme un groupe continental au sein duquel étaient invités à la réunion plénière les collectivités membres des quatre groupes pays suivants : Caraïbes, Amérique Latine, Brésil, Amérique Centrale.

Le nouveau groupe-pays, qui prend le nom de groupe-pays « Amérique du Sud (sauf Brésil), Amérique Centrale, Mexique et Cuba ». Seront concernées, par ce nouveau groupe-pays, les collectivités qui ont des coopérations avec les pays suivants : Bolivie, Pérou, Chili, Argentine, Mexique, Venezuela, Colombie, Equateur, Uruguay, Nicaragua, El Salvador et Cuba. A côté fonctionneront des groupes-pays Brésil, Amérique centrale et Haïti.

La réunion d'installation de ce groupe aura lieu **le mercredi 8 octobre 2008**, de 10h00 à 16h30, à Cités Unies France, 9, rue Christiani 75018 Paris.

Pour plus d'informations, Félicia Medina, chargée de mission  
Courriel : [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)

## BRÉSIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur

### Installation du groupe-pays Brésil

L'installation du groupe-pays Brésil aura lieu **le mercredi 15 octobre 2008**, de 15h00 à 16h30, à l'Assemblée Nationale.

Pour plus d'informations, Félicia Medina, chargée de mission  
Courriel : [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)

## ETATS-UNIS

### ACTUALITÉS ÉLECTIONS

#### Quelques éléments sur la désignation des grands électeurs

Alors que la campagne électorale bat son plein entre John McCain pour les Républicains et Barack Obama pour les Démocrates, le scrutin est d'ores et déjà ouvert dans certains Etats des États-Unis. Près d'un tiers des électeurs devraient s'exprimer d'ici le 4 novembre, date officielle de l'élection présidentielle.

Le Président des Etats-Unis et son (sa) vice-Président(e) sont élus au suffrage indirect par un Collège électoral, composé de grands électeurs., eux-mêmes élus au suffrage universel direct dans chaque État.

Ainsi, les électeurs américains éliront le jour de l'élection présidentielle, un nombre de grands électeurs égal au nombre des Représentants et Sénateurs, soit un total pour l'ensemble du pays de 538. Ce nombre varie selon les Etats. Le plus peuplé, la Californie, dispose de 55 votes. Les Etats les moins peuplés n'en ont que trois.

Le 4 novembre 2008, même si les bulletins de vote des votants portent le nom des candidats officiels, ils élisent en fait les grands électeurs d'un camp ou de l'autre, qui à leur tour voteront pour l'élection du président. Les grands électeurs sont nommés par les partis dans chaque État.

Autre particularité de l'élection présidentielle américaine : dans 48 États sur cinquante, le candidat arrivé premier rafle toutes les voix de l'Etat. Du coup, le président élu, peut ne pas être le candidat qui a recueilli le plus de voix dans tout le pays.

Compte tenu de la prévisibilité des votes des grands électeurs, les media annoncent le résultat de l'élection présidentielle en novembre, alors que les grands électeurs ne votent qu'au mois de décembre.

Sources :

[http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj\\_id=89918](http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=89918)

<http://www.radiofrance.fr/franceinter/speciales/usa2008/scrutin.php>

## MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca-Serra, adjoint au maire de Marseille

### Réunion du groupe-pays Maroc de Cités Unies France

Le groupe-pays Maroc s'est réuni à Marseille, le 16 septembre dernier. En présence de représentants de la DAECL et du programme PAD Maroc, la réunion a permis de faire un point sur l'avancement des assises de la coopération décentralisée franco-marocaines qui se tiendront à Agadir les 18 et 19 décembre, sous la présidence conjointe de M. Bachy, président de la région Champagne-Ardenne et de la commission coopération décentralisée - international de l'ARF et de M. Kabbage, président de la Commune urbaine d'Agadir.

A ce jour, le déroulé provisoire des assises se présente de la façon suivante :

<b>Mercredi 17 décembre 2008</b>	
Journée	Réunion associant organisateurs, chefs de file des ateliers, animateurs, rapporteurs, etc.
Soir	Dîner de bienvenue
<b>Jeudi 18 décembre 2008</b>	
8h30 – 9h30	Accueil
9h30 – 12h30	Ouverture – Mots de bienvenue et d'introduction (les deux co-présidents du comité de pilotage, Région Agadir, CU Agadir, DGCL, ambassade de France, représentant des collectivités marocaines, représentant des collectivités françaises) Présentation du programme et des ateliers
12h30 - 14h30	Déjeuner
14h30 - 16h30	Restitution des études (évaluation de la coopération décentralisée 2001 – 2007 / Capitalisation « la maîtrise d'ouvrage dans la coopération décentralisée ») Débats
16h30 – 18h30	Table ronde sur les évolutions récentes de la coopération décentralisée maroco – française
Soir	Dîner
<b>Vendredi 19 décembre 2008</b>	
9h00 – 13h00	Ateliers en simultanée
13h30	Restitution - Déjeuner

Ce programme sera ajusté lors du comité de pilotage mixte des assises qui se tiendra le 6 octobre à Agadir.

Quatre thématiques ont été retenues pour les ateliers et des collectivités françaises chefs de file ont été identifiées :

- l'eau et l'assainissement ; collectivité chef de file : le conseil général de Seine Saint Denis ;
- le développement urbain ; collectivité chef de file : Grand Lyon ;
- l'INDH (Initiative nationale pour le développement humain) ; collectivité chef de file : Marseille avec le groupe-pays Maroc de Cités Unies France ;
- le développement économique ; collectivité chef de file : région Aquitaine.

Les collectivités intéressées par les thématiques sont invitées à prendre attache avec chacune des collectivités chefs de file pour intervenir dans les ateliers.

Concernant les aspects logistiques, un opérateur est en cours de désignation et sera opérationnel au début du mois d'octobre pour répondre aux questions des collectivités et enregistrer leurs inscriptions.

Le compte-rendu de la réunion sera très prochainement disponible sur le site de Cités Unies France.

Pour plus d'informations : Linda Naili, chargée de mission

Courriel : [n.naili@cites-unies-france.org](mailto:n.naili@cites-unies-france.org) et

Virginie Rouquette, chargée de mission

Ourriel : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

## **Programme Concerté Maroc - Cycle de conférences territoriales sur « la prise en compte de la parole des jeunes dans les décisions politiques locales »**

Au cours du second semestre de l'année 2008, le Programme Concerté Maroc (PCM) organise un cycle de conférences en région, au Maroc, sur les **logiques de concertation entre associations, pouvoirs publics et collectivités locales** sur le thème de « la prise en compte de la parole des jeunes dans les décisions politiques locales ».

Cités Unies France s'est associée à l'organisation de la première de ces conférences, qui s'est tenue le 4 juillet dernier, à Tiznit (dans le Souss Massa Draa). Soutenue par la municipalité de Tiznit, la conférence a initié un débat entre associations et jeunes sur la question de l'engagement citoyen et politique des jeunes au Maroc. Le projet du Forum des Associations de Taroudannt, porté par la coopération décentralisée de Taroudannt et Romans-sur-Isère, a notamment été présenté.

La dynamique lancée sera poursuivie dans les différents « territoires » du Maroc, tels que définis par le PCM.

Ainsi, une conférence se tiendra à Tanger, les 11 et 12 octobre 2008 et rassemblera les associations, collectivités, pouvoirs publics du Territoire Nord (c'est-à-dire, les régions de Tanger – Tétouan, Rabat - Salé - Zemmour Zaër, Fès Boulemane, Méknès Tafilalt, Chrarda-Gharb-Beni Hssein).

Une conférence se tiendra également en novembre (date à préciser) à Safi, pour le Territoire Centre Sud et à Oujda pour l'Oriental (date à préciser).

Les collectivités françaises ayant des partenariats de coopération décentralisée dans ces territoires sont invitées à participer à ces conférences afin de témoigner de leur expérience sur la question de la jeunesse, à la fois sur leur territoire et dans le cadre de leur coopération avec le Maroc. Un courrier d'invitation leur sera prochainement adressé.

Ces conférences territoriales déboucheront le **5 décembre 2008** sur une conférence nationale, à Rabat, permettant de faire la synthèse des conférences territoriales et de faire des propositions concrètes en faveur d'une meilleure structuration et coopération des acteurs sur les questions de jeunesse au Maroc.

Une fiche de présentation du PCM est disponible sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article324>

Pour plus d'informations : Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

## RÉSEAU DES COLLECTIVITÉS LOCALES EUROPÉENNES POUR LA PAIX AU PROCHE ORIENT

### III<sup>ème</sup> conférence du Réseau Européen pour la paix au Proche-Orient

Du 25 au 27 septembre 2008, s'est déroulée à Venise, la troisième conférence des collectivités locales européennes pour la paix au Proche-Orient.

Plus des 300 élus locaux des collectivités locales d'Europe ont assisté à la troisième conférence du Réseau des collectivités locales européennes pour la paix au Proche-Orient.

La richesse du débat et des propositions de travail faites par les collectivités locales souhaitant s'engager pour promouvoir la paix et le dialogue dans la région, ont fait de cette rencontre une réussite.

Les actes, ainsi que l'agenda des activités du Réseau, seront soumis à l'attention des participants qui pourront les compléter dans les prochaines semaines, et seront, ensuite, présentés lors du conseil mondial de CGLU à Istanbul (28-30 novembre 2008).

Pour plus d'informations : Simoné Giovetti, chargé de mission

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

## ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

### Assises de la coopération décentralisées

La ville de Paris hébergera les Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne en 2009.

CUF remercie les collectivités locales ayant manifesté leur intérêt, leur détermination et leur engagement à faire de cette manifestation un moment majeur d'échanges et de travail entre acteurs locaux et institutionnels, afin de donner un véritable élan au rapprochement des pouvoirs locaux français et israéliens.

Plusieurs collectivités locales ont d'ores et déjà exprimé leur intérêt à prendre part à l'organisation de cet événement. Elles sont invitées à faire partie du comité de pilotage, dont la date de la première réunion du comité de pilotage sera annoncée très prochainement.

Pour plus d'informations : Simoné Giovetti, chargé de mission

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

## LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

### Réunion du 10 septembre 2008 du groupe-pays Liban

Le groupe-pays Liban de Cités Unies France s'est réuni le 10 septembre, à Paris. Une dizaine de collectivités territoriales françaises y ont participé, ainsi que Mme Mevel Reingold de la DAECL et Béchir Odeïmi, du BTVL (Bureau technique des villes libanaises)/CGLU Liban.

Cette réunion a été l'occasion d'esquisser un projet collectif, porté par les collectivités territoriales françaises, afin de renforcer la coopération décentralisée franco-libanaise.

Il consisterait notamment d'apporter un appui au BTVL via l'embauche d'une personne dédiée au suivi de la coopération décentralisée franco-libanaise.

Ce « projet de projet » sera prochainement soumis aux collectivités territoriales du groupe-pays Liban pour recevoir leurs propositions d'amendements sur ce projet et l'adapter à leurs attentes.

Pour plus d'informations : Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

## Cités Unies France, Chef de file des collectivités territoriales au Forum International du Tourisme solidaire (FITS)

Dans le cadre de son groupe thématique «tourisme responsable», Cités Unies France a intégré le comité de pilotage du Forum International du Tourisme Responsable (FITS), pour porter la voix des collectivités territoriales désireuses de développer un partenariat sur le thème du tourisme responsable ou déjà engagées dans un tel projet.

Ouvert à l'ensemble des acteurs intéressés par les liens entre tourisme et développement durable, cet événement est un outil de mutualisation et de valorisation des expériences menées dans le cadre de la coopération décentralisée.

Au regard du succès de la 2<sup>ème</sup> édition de cette manifestation, ainsi que devant l'émergence de la thématique d'un tourisme responsable et solidaire comme levier de développement, Cités Unies France s'est impliquée une nouvelle fois dans l'organisation de la 3<sup>ème</sup> édition du FITS.

Cette dernière, plus opérationnelle poursuit trois objectifs majeurs :

- **la sensibilisation des gouvernements** aux spécificités du tourisme solidaire et son inscription dans les politiques nationales de développement du tourisme ;
- **l'échange et la discussion** sur les enjeux du tourisme solidaire, dans le cadre du développement durable ;
- **l'échange** d'expériences ;
- **la mise en réseau** des opérateurs locaux en liaison avec des organismes des pays émetteurs et la **commercialisation** des destinations.

Cités Unies France a largement relayé l'information auprès des collectivités locales afin qu'elles puissent bénéficier du vivier d'acteurs participant au FITS et découvrir des idées innovantes et durables au regard d'expériences internationales.

A cet effet, pour la vingtaine de collectivités inscrites, le point fort du forum sera la table ronde dédiée à l'action des collectivités locales le mardi 21 octobre 2008.

### Table ronde 4 : Le rôle des gouvernements locaux dans le développement du tourisme responsable, place des partenariats de coopération décentralisée

L'action des gouvernements locaux en matière d'appui au développement du tourisme répond à une forte demande et à une implication de plus en plus importante des différents territoires de par le monde. Cette table ronde tendra à valoriser, par la diversité des intervenants autour de thématiques complémentaires et la variété d'expériences existant dans différents pays (Mali, Sénégal, Maroc, Rwanda, Chine) dans le cadre de la coopération décentralisée, une dynamique en faveur du tourisme responsable, facteur de développement des territoires. Cités Unies France, représentant la voix des collectivités territoriales françaises, a réuni des partenariats et des initiatives pour présenter l'innovation du travail mené par les collectivités territoriales, favoriser la mutualisation et impulser de nouveaux projets.

Pour plus d'informations : Anne-Claire Gaudru, chargée de mission Tourisme responsable  
Tél. : 01 53 41 81 94 - Courriel : [jeunesse@cites-unies-france.org](mailto:jeunesse@cites-unies-france.org)

# CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)

## **CGLU - Europe**

La prochaine réunion de la commission des affaires mondiales du CCRE, section européenne de CGLU, ayant pour vocation de réunir les associations membres du CCRE et les membres directs européens de CGLU, se tiendra **le 21 octobre 2008, de 10h00 à 13h00**, dans les locaux du CCRE à Bruxelles (Maison des villes, municipalités et régions d'Europe).

Programme thématique « Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement », et notamment Plateforme des autorités locales/régionales pour le développement

## **CGLU - commissions et groupes de travail :**

Forum des autorités locales de périphérie à Bondy : samedi 11 octobre 2008, avec Patrick JARRY, maire de Nanterre, sera lancé le forum des villes de périphérie aux grandes métropoles.

Le processus devant conduire jusqu'en 2010 à GETAFE, ville de la banlieue madrilène en Espagne.

## **CGLU - instances :**

Le prochain conseil mondial de CGLU se tiendra **du 28 au 30 novembre 2008**, à Istanbul.

## **CGLU – Forum ONG**

Les participants de la Conférence internationale des plates-formes nationales d'ONG, accueillie par Coordination SUD, en parallèle de la présidence française de l'Union, seront invités, le 29 octobre 2008, à l'Hôtel de Ville de Paris, en présence de Bertrand Delanoë, maire de Paris et président de CGLU.

Dans la matinée du même jour, une table ronde « Interaction ONG / collectivités territoriales » fera intervenir, entre autres, des élus, représentant la Région Ile-de-France, le CCRE, l'assemblée des régions d'Europe (ARE) et la région de Bruxelles-Capitale.

Pour plus d'information : <http://www.coordinationsud.org/spip.php?article74>

## RAPPEL : APPEL À CONTRIBUTIONS

« Les Cahiers de la Coopération décentralisée - L'action internationale des collectivités locales »

A l'occasion de ses 30 ans d'existence, Cités Unies France a organisé, en octobre 2006, en partenariat avec l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne, un colloque intitulé « la coopération décentralisée change-t-elle de sens ? ». Afin de poursuivre et développer la réflexion engagée lors de cet événement, Cités Unies France a décidé de publier une revue bi-annuelle, les **Cahiers de la coopération décentralisée**.

Les **Cahiers de la Coopération décentralisée** - l'Action internationale des collectivités locales -, veulent être un lieu d'expression et de débats, libre et critique, consacré à cet « objet politique non identifié ». Cette tribune cherchera à mettre l'accent, entre autres, sur les non dits, les tabous et l'inobservable de l'action internationale des collectivités afin de mieux en saisir les différents caractères et la replacer dans un contexte global de mondialisation. La revue s'attachera également à croiser les points de vue et perspectives sur la thématique entre Nord et Sud.

La revue encouragera la publication d'articles de nature différente, issus de collectivités territoriales ou d'observateurs (chercheurs, étudiants) de la coopération décentralisée, afin de renforcer la structuration d'une réflexion sur ce thème et d'encourager l'évolution des pratiques.

L'appel à contributions dans son intégralité est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article557>

Les propositions sont à envoyer avant le **vendredi 31 octobre 2008** à:

Virginie Rouquette (par courriel de préférence)

Courriel: [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

Cités Unies France, 9 rue Christiani, 75018 Paris

Tél. : 01 53 41 81 93 (ligne directe), 01 53 41 81 81 (standard), Fax : 01 53 41 81 41

## PUBLICATION

### Dossier pays France

Comme annoncé lors de la précédente LETTRE de la Coopération décentralisée, Cités Unies France prépare un Dossier pays France à destination des autorités locales étrangères engagées dans la coopération décentralisée afin de leur donner des clés pour mieux comprendre les collectivités françaises, leur environnement et plus généralement la France et les Français.

Cet ouvrage décortiquera le système et l'environnement des collectivités et de la coopération décentralisée de sorte à rendre notre modèle intelligible par tous. Au programme, entre autres, une approche anthropologique du métier d' élu local, des outils pour « réussir sa coopération décentralisée avec des Français » et une approche historique de la décentralisation...

Afin d'aider à prendre du recul par rapport au quotidien des collectivités, Cités Unies France aimerait tirer profit de vos expériences avec vos partenaires étrangers.

Si vous souhaitez contribuer à ce projet, merci de compléter et de retourner le questionnaire « Dossier pays France » portant sur vos expériences avec les étrangers, téléchargeable sur notre site, à Leïla Deshuis, chargée du suivi du dossier, par mail : [peco-asie-usa@cites-unies-france.org](mailto:peco-asie-usa@cites-unies-france.org) ou par fax : 01 53 41 81 41.

**Toute suggestion relative au contenu du dossier est la bienvenue !**

Pour plus d'informations : Leïla Deshuis, chargée du suivi du dossier

Courriel : [peco-asie-usa@cites-unies-france.org](mailto:peco-asie-usa@cites-unies-france.org)

Tél. : 01 53 41 86 83

## COLLOQUE

**« La biodiversité : un atout pour un développement local durable » - Colloque organisé à Montpellier, le mardi 7 octobre 2008**

En Languedoc-Roussillon, la valorisation du patrimoine naturel et la biodiversité représentent un atout pour le développement local durable. Scientifiques, collectivités territoriales et gestionnaires d'espaces naturels proposent de partager leurs expériences, actions et réussites à travers ce colloque.

A l'initiative de l'Institut de Formation de l'Environnement (IFORE), ce rendez-vous est organisé par la Région Languedoc-Roussillon, la Délégation Régionale du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), la Direction Régionale de l'Environnement Languedoc-Roussillon (DIREN LR) et l'Atelier Technique des Espaces Naturels (ATEN). C'est en proposant d'échanger et d'instaurer un dialogue constructif autour des actions concrètes déjà engagées que les co-organisateurs souhaitent réunir le plus grand nombre d'élus, de collectivités et d'acteurs afin de démultiplier les initiatives locales, de favoriser les synergies.

Inscription nécessaire au préalable sur : <http://www.lr.cnfpt.fr>

Rendez-vous le mardi 7 octobre 2008, dès 9h00 :

SUP AGRO-ENSAM, Place Viala, Montpellier

Contact Presse : SFages Relations Presse

Chloé Petitjean

Tél. : 06 18 31 24 05 - Courriel : [chloc@sfages.com](mailto:chloc@sfages.com)

## **26 novembre 2008 : Date de lancement des appels à projets 2009 en soutien à la coopération décentralisée du gouvernement français**

A la suite de la séance de la Commission nationale de la coopération décentralisée du 30 juin 2008, le ministère des Affaires étrangères et européennes et le ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire lancent pour 2009 deux nouveaux appels à projet en soutien aux actions de coopération décentralisée en fixant les priorités du soutien de l'État.

Les dossiers des appels à projets 2009 seront déposés en ligne depuis la rubrique CNCD du site France Diplomatie qui permettra, à compter du 26 novembre 2008, la dématérialisation complète de la procédure d'instruction et la gestion en temps réel du processus administratif de chaque dossier.

**Les dossiers devront être déposés en ligne entre le 26 novembre 2008 et le 1er février 2009.**

Vous retrouverez plus d'informations sur le site Internet du MAEE mais également tous les liens sur le site Internet de Cités Unies France.

Site Internet du MAEE :

[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france\\_830/cooperation-decentralisee\\_1054/appels-candidature-2008\\_15135/nouveau-dispositif-appels-projet\\_42075.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/cooperation-decentralisee_1054/appels-candidature-2008_15135/nouveau-dispositif-appels-projet_42075.html)

Site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique22>

## **Semaine de la Solidarité internationale**

Comme les années précédentes, Cités Unies France et ses adhérents sont partenaires actifs de la Semaine de la Solidarité internationale, qui se déroulera **du 15 au 23 novembre prochain.**

Cités Unies France invite les collectivités locales à lui faire parvenir les manifestations prévues.

Pour plus d'informations : Astrid Frey, chargée de mission

Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

## Partenariat avec « Reporters d'Espoirs »

Dans le cadre d'une nouvelle collaboration mise en place entre Cités Unies France et l'agence d'informations « Reporters d'Espoirs », visant à valoriser, mettre en lumière et diffuser les différentes informations concernant les actions menées par les collectivités territoriales françaises sur la scène internationale, nous vous serions particulièrement reconnaissants de bien vouloir nous communiquer vos projets de coopération décentralisée **avec des communes d'Europe centrale et orientale et des Balkans, dans le domaine du développement durable.**

En effet, « Reporters d'Espoirs » est en train de constituer un recueil de dépêches sur des projets montés par des collectivités territoriales françaises et européennes, à l'échelle urbaine ou rurale, ayant trait au développement social, à l'économie sociale et solidaire, ou à l'environnement.

Les projets retenus par la rédaction de l'agence feront l'objet d'une diffusion sous forme de dépêche mise en dispositions des journalistes, médias, lettres d'informations, émissions etc. partenaires de l'agence.

Merci d'envoyer vos réponses à Cités Unies France.

Personne contact : Katarina Fotic, assistante Pôle Europe/Asie/Etats-Unis

Tél. : 01 53 41 81 83

Courriel : [k.foric@cites-unies-france.org](mailto:k.foric@cites-unies-france.org)

Pour plus d'informations sur « Reporters d'Espoirs » : <http://www.reportersdespoirs.org/>

# AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France ([www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org))

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Congrès annuel de la Fédération nationale des Entreprises publiques locales ; signature d'une convention avec Cités Unies France	Lyon	2 - 3 octobre	FNEPL
Table ronde franco-polonaise sur le développement urbain et l'aménagement du territoire	Varsovie	3 octobre	Ministère du développement régional polonais et Ambassade de France en Pologne
<b>Journées annuelles du groupe-pays Burkina Faso</b>	<b>Siège de CUF</b>	<b>3 - 4 octobre</b>	<b>CUF</b>
Semaine européenne des régions et villes (Open Days)	Bruxelles	6 - 9 octobre	Comité des Régions
« La biodiversité : un atout pour un développement local durable »	Montpellier	7 octobre	IFORE – Région Languedoc Roussillon – Délégation régionale du CNFPT – DIREN LR - ATEN
<b>Réunion de création du groupe Amérique du Sud, Amérique Centrale (sauf Brésil), Cuba et Mexique</b>	<b>Siège de CUF</b>	<b>8 octobre</b>	<b>CUF</b>
Rencontres franco-québécoises	Québec	8 - 10 octobre	MAEE, ARF

# AGENDA

## DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Réunion du comité de pilotage du groupe-pays Togo	Siège de CUF	9 octobre (matin)	CUF
Réunion du groupe-pays Togo	Siège de CUF	9 octobre (après-midi)	CUF
Forum des villes en périphérie	Bondy	11 octobre	Commission CGLU
Bureau exécutif	Siège de CUF	15 octobre (matin)	CUF
Réunion du groupe-pays Mauritanie	Noisy le Sec	15 octobre	CUF
Première réunion du groupe-pays Brésil	Assemblée Nationale, Paris	15 octobre (après-midi)	CUF
Journée mondiale de l'alimentation : journée de débats sur l'alimentation en Afrique	Mairie du XVIIIème Paris	16 octobre	CUF CFSI Alternatives Economiques
Université d'automne de l'ARRICOD	Grenoble	16 et 17 octobre	ARRICOD
Commission des Affaires mondiales ; réunion sur la plateforme européenne	Bruxelles, siège du CCRE	21 octobre	CCRE
Assises mondiales du Forum du Tourisme Solidaire (FITS)	Bamako	20 – 22 octobre	FITS
Réunion du groupe-pays Croatie	Siège de CUF	23 octobre	CUF

# AGENDA

## DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
9 <sup>ème</sup> Congrès mondial de Métropolis : « Connecter les villes »	Sydney	22 – 25 octobre	Métropolis
1 <sup>ères</sup> Rencontres franco-japonaises des collectivités territoriales	Nancy	27 – 28 octobre	Ville de Nancy, Grand Nancy, MAEE, CUF, Ambassade du Japon- CLAIR
Sommet mondial des Régions sur le réchauffement climatique	Saint-Malo	29 et 30 octobre	Région Bretagne, CRPM
6 <sup>ème</sup> Forum mondial du développement durable, « Afrique, environnement et mondialisation »	Brazzaville , Congo	27 – 31 octobre	Passages
4 <sup>ème</sup> session du Forum urbain mondial	Nankin	3 – 7 novembre	ONU – Habitat (CGLU partenaire)
Assemblée générale de l'Association internationale des régions francophones	Brazzaville	4 et 5 novembre	AIRF
2 <sup>ème</sup> Conférence internationale sur le jumelage en Chine	Pékin	7 – 10 novembre	Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger
Journées Européennes du Développement (JED)	Strasbourg	15 – 17 novembre	Commission européenne – Présidence française de l'UE

# AGENDA

## DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Semaine de la solidarité internationale	France	15 au 23 novembre	La Semaine/ CRID et partenaires
<b>1ères Assises nationales de la Jeunesse: « Engagement des jeunes à l' international et collectivités territoriales »</b>	Rennes	<b>20 et 21 novembre</b>	<b>Région Bretagne, CUF</b>
Conférence de Lyon sur la solidarité numérique	Lyon	24 novembre	Agence mondiale de la solidarité numérique
Colloque coopération décentralisée franco-nigérienne	Juvisy-sur-Orge, CG Val de Marne et Paris	24 - 27 novembre	Programme ANIYA – groupe-pays Niger
Rencontre Europe-Afrique des collectivités territoriales	Abidjan, Côte D'Ivoire	25 – 27 novembre	UVICOCI – ADDCI – UE – Ambassade de France - CUF
Conférence annuelle URBACT	Montpellier	26 – 27 novembre	URBACT
Premières assises de la coopération décentralisée franco-russe sur le thème du tourisme	Moscou	27 – 28 novembre	MAEE, Ambassade de France en Russie
Réunion du Conseil mondial de CGLU	Istanbul	28 – 29 novembre	CGLU

# AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Forum des villes sur le développement urbain durable	Montpellier	28 novembre	UBACT, Programme Européen de développement urbain durable
<b>Atelier de la coopération décentralisée franco-turque</b>	<b>Istanbul</b>	<b>28 novembre</b>	<b>CUF - AFD</b>
<b>1<sup>er</sup> Forum franco-argentin de la coopération décentralisée</b>	<b>Buenos Aires et la Plata</b>	<b>1 – 5 décembre</b>	<b>Forum</b>
11 <sup>ème</sup> édition des Entretiens territoriaux de Strasbourg (ETS) sur le thème : « Elargir les frontières de l'action territoriale »	Strasbourg	3 et 4 décembre	CNFPT
<b>Conférence nationale du programme concerté Maroc (PCM) sur le thème de la prise en compte de la parole des jeunes dans les décisions politiques locales</b>	<b>Rabat</b>	<b>5 décembre</b>	<b>PCM - CUF</b>
Séminaire franco-croate	Paris	5 décembre	Ambassade de Croatie
Assises de la coopération décentralisée franco-maliennes	Bamako	12 – 14 décembre	Associations des pouvoirs locaux maliens
<b>Assemblée générale de Cités Unies France</b>	<b>Hôtel de ville de Paris</b>	<b>16 décembre</b>	<b>CUF</b>
<b>Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine</b>	<b>Agadir</b>	<b>18 – 19 décembre</b>	<b>MAEE, PAD Maroc</b>

## COLLECTION « GROUPE - PAYS » : 25 EUROS

- ❖ Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHEQUE
- ❖ Dossier pays ROUMANIE (nouvelle édition à paraître en octobre 2008)
- ❖ Dossier pays HONGRIE (2005)
- ❖ Dossier pays POLOGNE (nouvelle édition à paraître en octobre 2008)
- ❖ Dossier pays CROATIE (2006)
- ❖ Dossier pays CHINE (à paraître 2009)
- ❖ Dossier pays JAPON (2007)
- ❖ Dossier pays MAROC (2007)
- ❖ Dossier pays TUNISIE (2005)
- ❖ Dossier pays LIBAN (2007)
- ❖ Dossier pays ISRAEL (2007)
- ❖ Dossier pays PALESTINE (à paraître 2008)
- ❖ Dossier pays BRÉSIL (2006)
- ❖ Dossier pays NICARAGUA (2006)
- ❖ Dossier pays CUBA (à paraître 2008)
- ❖ Dossier pays SENEGAL (octobre 2007)
- ❖ Dossier pays MAURITANIE (mai 2008)
- ❖ Dossier pays MALI (à paraître 2008)
- ❖ Dossier Pays AFRIQUE CENTRALE (à paraître 2008)

## COLLECTION « GROUPE - PAYS » : 40 EUROS (comprenant le Répertoire des partenariats)

- ❖ Dossier pays VIETNAM (2005)

## REPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DECENTRALISEE :

### 15 EUROS

- ❖ franco- polonais
- ❖ franco- roumains
- ❖ franco- tchèques
- ❖ franco-hongrois
- ❖ franco-chinois
- ❖ franco-japonais
- ❖ franco- algériens
- ❖ franco-marocains
- ❖ franco-tunisiens
- ❖ franco-libanais
- ❖ franco-israéliens
- ❖ franco-palestiniens
- ❖ franco-américains (France - Etats-Unis)
- ❖ franco-américains (en anglais)
- ❖ France - Amérique Latine et Caraïbe
- ❖ franco-sénégalais
- ❖ franco-togolais
- ❖ franco-burkinabè
- ❖ franco-maliens
- ❖ franco-malgaches
- ❖ franco-béninois
- ❖ franco-mauritaniens

## COLLECTION « REFLEXIONS » :

### 15 EUROS

- ❖ Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- ❖ Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè (2003)
- ❖ Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- ❖ Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (2006) - **nouvelle édition refondue paraîtra en novembre 2008 !**
- ❖ L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- ❖ Migrants et collectivités territoriales (2008)

## Ouvrages hors collection

- ❖ Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D. (2005) :  
15 euros
- ❖ L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée :  
10 euros
- ❖ Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique-2 volumes (2000) :  
10 euros
- ❖ DVD « Voter en Palestine » (2007) :  
21 euros

## BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom .....

Prénom .....

Fonction .....

Collectivité .....

Adresse .....

CP ..... Ville .....

Tél. : ..... Fax : .....

Courriel : .....

Je joins un chèque de .....euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi – 5 pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :

Katarina FOTIC :

Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site

Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46>

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org)

Courriel : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)

Pour s'abonner à la Lettre : [e.seyoum@cites-unies-france.org](mailto:e.seyoum@cites-unies-france.org)